

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5.261^{Ch}

Service Central: *Service Commercial*

Région: _____

*Agences de
Voyages*

OBJET DE LA CONSULTATION

*Projet de loi et de règlement d'administration publique
concernant les Agences de Voyages
Examen*

Références :

Observations :

D^{er} N° 5.261^{Ch}; Aff. :

Loi et décret
du 24 Février 1942
(J.O. 19.3.42)

relatifs à la délivrance de la
Licence d'agence de voyages

(abrogation de la L. 19 mai 1937
et décrets subséquents)

Loi du 19 mars 1937
(Duv. 1937. 186)

} tentant à restituer
une Grèce pour les
agences de voyages

Décret 28 mai 1937
(Duv. 1937. 562)

} portant réglé d'ad^m-publ^{iq}
pour l'application de la
Loi du 19 mars 1937

Décret 11 Sept. 1937
(Duv. 1937. 566)

} complétant l'art. 2 (4^{al}.)
du D. 28 mai 1937

Loi du 16 août 1940
(Duv. 1940. 33)

} concernant organisation
provisoire de la production
industrielle

Décret 24 Dec. 1940
(J.O. 3, janv. 1941)

} relatif à l'organisation professionnelle
des agents et bureaux de
voyage - Actes d'une Comité
d'organisation professionnelle des
agents et bureaux de voyage

A.M. 30 Dec. 1940
(J.O. 3, janv. 41)

} nommant 5 membres du
Comité d'org. prof. des agents
et bureaux de voyage

Loi du 18 Dec. 1940
(B.L.D. 1940. 1001
J.O. 22 Dec. 1940)

} sur le Conseil d'Etat
(art. 44: effet non suspensif
des réquisits)

26 Mars

x41

SJ.

5261 Ch

V/Réf.
2ème Division
2793

Monsieur MAROIS,

Chef Adjoint du Service Commercial,

J'ai l'honneur de répondre aux diverses questions que vous avez bien voulu me soumettre par votre lettre du 17 mars courant, concernant les textes que vous avez été amené à préparer comme membre du Comité d'Organisation Professionnelle des Agences de Voyages.

1°) A l'article 3 du projet de loi, il est préférable de prévoir expressément la fermeture de l'Agence exploitée sans licence.

Par ailleurs, si on laissait au tribunal chargé de prononcer l'amende le soin d'ordonner en même temps la fermeture de l'établissement, cette mesure risquerait de ne recevoir qu'une exécution tardive, car il est à craindre que l'intéressé ne cherche, par des incidents de procédure, à entraver la marche du procès.

Je serais, par suite, d'avis de prévoir la fermeture par simple arrêté préfectoral, lequel pourrait intervenir avant même toutes poursuites.

L'article 3 pourrait être ainsi rédigé :

"En cas d'exploitation d'une agence de voyages
" sans licence, la fermeture de l'établissement sera
" ordonnée par arrêté préfectoral, sans préjudice des
" poursuites qui pourront être exercées devant le Tri-
" bunal correctionnel contre l'exploitant, lequel sera

4°) Pour rendre les agences responsables à

" passible d'une amende de" .

2°) Les amendes prévues à l'article 3, ayant le caractère d'amendes pénales, sont à multiplier par le coefficient 11, en sorte qu'elles se montent en fait à 1.100 fr. au minimum, et à 22.000 fr. au maximum, -chiffre auquel il faut ajouter les frais des poursuites devant le tribunal.

Le maximum de l'amende me paraît ainsi suffisamment élevé; par contre, on pourrait porter le minimum de la peine à 500 fr. (soit 5.500 fr. avec les décimes).

3°) Je ne vois pas de difficulté à ce que les règles de fonctionnement du Groupement corporatif à constituer soient fixées par un arrêté du Secrétaire d'Etat aux Communications, au lieu de l'être par décret.

D'une part, en effet, cette procédure sera expressément prévue par une loi.

D'autre part, elle ne paraît pas s'écarter des directives de la loi du 16 août 1940 sur l'organisation provisoire de la production industrielle, loi qui confie aux Comités d'organisation professionnelle (art.2) le soin, notamment, "de constituer ou de faire constituer les organismes susceptibles d'assurer un meilleur rendement de la branche d'activité", et aux Ministres Secrétaires d'Etat (art^{es} 5 et 9) le pouvoir d'approuver les décisions des comités; ces directives sont d'ailleurs rappelées, en ce qui concerne les agences de voyages, par l'art. 3, 2ème al., du Décret du 24 décembre 1940.

4°) Pour rendre les agences responsables à tous égards de l'activité de leurs correspondants, je serais d'avis de libeller comme suit la fin de l'article 6 :

"... et l'agence représentée sera personnellement
" responsable de tout préjudice, quelle qu'en soit la
" nature, pouvant être causé par son correspondant dans
" l'exercice de son activité professionnelle."

5°) L'article 8 du projet de Règlement d'Administration Publique devrait être ainsi complété :

" Les décisions portant délivrance, refus ou
" retrait de la licence, pourront faire l'objet de la
" part de tout intéressé d'un recours au Conseil d'Etat
" statuant au Contentieux. Le pourvoi sera jugé sans
" frais et dispensé du ministère d'avocat."

Aux termes de l'article 44 de la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat, le recours, à moins de disposition législative spéciale, n'est pas suspensif; le recours introduit contre une décision de retrait de licence ne permettrait donc pas à l'intéressé de maintenir son agence ouverte.

Par ailleurs, je vous signale qu'il conviendrait de préciser plus explicitement, à l'article 2 du projet de loi, les points sur lesquels le Règlement d'Administration publique à intervenir aura le pouvoir de statuer.

Le dernier alinéa de cet article pourrait être ainsi rédigé :

" Un Règlement d'Administration publique, qui
" devra intervenir dans le délai de deux mois à partir
" de la promulgation de la présente loi, déterminera la
" composition du Comité Consultatif des Agences de Voya-
" ges, les conditions de délivrance, refus ou retrait des
" licences, les recours pouvant être formés contre les
" décisions intervenues à cet égard, ainsi que les moda-
" lités de la garantie résultant du cautionnement exigé
" des agences."

Enfin, la loi en projet étant prévue applicable à l'Algérie et aux Colonies, le règlement d'administration publique devrait comporter un article supplémentaire ainsi conçu:

" Il sera statué par un règlement spécial, sur le
" rapport du Ministre Secrétaire d'Etat aux Colonies, en
" ce qui concerne les conditions d'application de la loi
" du aux colonies françaises."

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Aureuge

~~ne donne pas le droit, et est rétrogradé~~
contre une décision de retrait de licence
~~de maintenir l'agence ouverte~~, ne permettrait
donc pas à l'intéressé de maintenir son agence
ouverte.

Par ailleurs, je vous signale
qu'il conviendrait de préciser plus explicitement,
à l'article 2 du projet de loi, les points sur
lesquels le Règlement d'Administration Publique
à intervenir aura le pouvoir de statuer.

Le dernier alinéa de cet article pourrait
être ainsi rédigé :

" Un Règlement d'Administration Publique,
" qui devra intervenir dans le délai de deux mois
" à partir de la promulgation de la présente loi,
" déterminera les conditions de délivrance, refus
" ou retrait de licences, le recours pouvant
" être formé contre les décisions intervenues à
" cet égard, ~~(le motif de fermeture de l'établissement~~
" ~~exploité sans licence)~~ ainsi que la modalité
" de la garantie résultant du cautionnement
" exigé des agences. "

Enfin, la loi étant prévue applicable
~~aux et à l'Algérie et aux colonies~~, le ~~projet de~~
Règlement d'Admin. Publique devrait comporter un
article supplémentaire ainsi conçu :

" Il sera statué par un règlement spécial,
" sur le rapport du Ministre Secrétaire d'Etat
" aux Colonies, en ce qui concerne les conditions
" d'application de la loi du ... aux colonies
" françaises. "

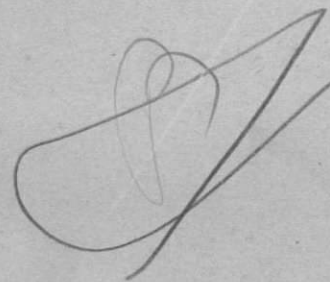
Le Chef du Contentieux,

Des S. J.
N° 5.261 Ch

V. Ref.:
Gene Division
2793

Vu
ly
29.3.41

Jan 17



Monsieur Marois,
Chef adjoint du Service
Commercial

J'ai l'honneur de
répondre aux diverses questions que
vous avez bien voulu me soumettre
par votre lettre du 17 mars courant,
concernant les textes que vous avez été
amené à préparer comme membre du
Comité d'Organisation Professionnelle
des Agences de Voyages.

1°/ A l'article 3 du projet
de loi, il est prévisible de prévoir
expressément la fermeture de l'agence
exploitée sans licence.

Par ailleurs, si on laissait au
tribunal chargé de prononcer l'amende
le soin d'ordonner en même temps la
fermeture de l'établissement, cette mesure
risquerait de ne recevoir qu'une exécution
 tardive, car il est à craindre que
l'intéressé ne ~~souffrirait de multiples incidents~~ ^{cherche, par ses}
de procédure, ~~pour~~ ^à entraver la marche
du procès.

Je serais, par suite, d'avis
de prévoir la fermeture par simple
arrêté préfectoral, lequel pourrait intervenir
avant toute poursuite.

L'article 3 pourrait être
ainsi rédigé :

+ la composition du
Comité Consultatif
des Agences de Voyages, ?

" En cas d'exploitation d'une
" agence de voyages sans licence, la fermeture
" de l'établissement ^{sera} ~~pourra~~ être immédiatement
" ~~ordonnée~~ ^{ordonnée} par arrêté préfectoral, sans
" préjudice des poursuites qui pourront être
" exercées devant le Tribunal correctionnel
" contre l'exploitant, lequel sera passible
" d'une amende de ... "

2°/ Les amendes prévues à l'article 3,
~~étant des amendes~~ ayant le caractère d'amendes
pénales, sont à multiplier par le coefficient 11,
en sorte qu'elles se montent en fait à
1100⁺ au minimum et à 22.000⁺ au
maximum, - chiffre auquel il faut
ajouter les frais ~~avec~~ ~~de~~ des poursuites
devant le Tribunal.

Le maximum de l'amende
me paraît ainsi suffisamment élevé ;
par contre on pourrait porter le minimum
de la peine à 500⁺ (soit 5.500⁺ avec
les décimes).

3°/ ~~Il n'y a pas d'empêchement~~ ^{je ne vois pas de difficulté}
à ce que les règles de fonctionnement du
Groupement corporatif à constituer soient
~~déterminées~~ ^{déterminées} fixées par un arrêté du
Secrétaire d'Etat aux Communications,
au lieu de l'être par décret.

D'une part, en effet, cette procédure
sera expressément prévue par ~~une~~ loi en
préparation. ~~d'autre part, elle ne~~

D'autre part, elle ne paraît pas
s'écarter des directives de la loi du 16 août 1940
sur l'organisation normative de la production
industrielle, loi qui confie aux Comités

d'organisation professionnelle (art. 2)
le soin, notamment, " de constituer
ou de faire constituer les organismes susceptibles
d'assurer un meilleur rendement de la
branche d'activité ", et aux Ministres
Secrétaires d'Etat (art. 5 et 9) le pouvoir
d'approuver les statuts des comités ~~jurés~~ ^{sont} ces
directifs d'ailleurs rappelés, en ce qui
concerne les agences de voyages, par l'art 3, 2^{de},
du décret du 24 décembre 1940.

4°/ Pour rendre les agences
responsables à tous égards de l'activité de
leurs correspondants, je crois d'avis de
libeller comme suit la fin de l'article 6 :

" ... et l'agence représentative sera
" personnellement responsable de tout
" préjudice, quelle qu'en soit la nature,
" pouvant être causé par son correspondant
" sans ~~exception~~ l'exercice de son activité
" professionnelle ... "

5°/ L'article 8 du projet de
Règlement d'ad^{on} publique devrait être
aussi complété :

" les décisions portant révocation, refus
" ou retrait de la licence, pourront faire
" l'objet de la part de tout intéressé
" d'un recours au Conseil d'Etat statuant
" au Contentieux. Le pourvoi sera reçu
" sans frais et dépense de ministère
" d'avocat. "

Aux termes de l'art. 44 de la
loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat,
le recours, à moins de disposition législative
spéciale, n'est pas suspensif ; en sorte qu'il

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX^e

Tél. : TRinité 76.00

R. C. Seine 276.448 B

2 DIVISION

Réf. : 2793

Le 15 mars

19 41



Monsieur le Chef du Service du Contentieux

Comme membre du Comité d'Organisation Professionnelle des Agences de Voyages, j'ai été amené à préparer les textes ci-joints, sur lesquels j'aimerais avoir votre avis, notamment sur les points suivants :

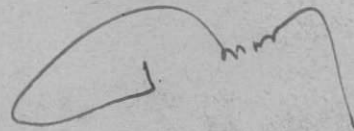
- 1°- A l'article 3 du Projet de Loi, est-il nécessaire de prévoir la fermeture de l'Agence exploitée sans licence; celle-ci paraît aller de soi, mais l'article 2 suffit-il et quelles seraient les formalités qui devraient être remplies pour que cette fermeture ait lieu efficacement ?
- 2°- Les amendes prévues à l'article 3 sont sans doute insuffisantes. Que donneraient-elles comme résultat pratique, compte tenu des majorations appliquées ?
- 3°- Est-il possible, comme je l'ai indiqué à l'article 5, de préciser par un Arrêté l'organisation du Groupement corporatif; ne faut-il pas un décret d'Administration publique ?
- 4°- Le texte de l'article 6 suffit-il à rendre les agences responsables de leurs correspondants, moralement et pécuniairement ?
- 5°- Le texte de l'article 8 du Projet de Règlement d'Administration publique est-il correctement établi, le recours au Conseil d'Etat en question est-il suspensif et donne-t-il par suite le droit, s'il est introduit contre une décision de retrait de licence, de maintenir l'agence ouverte ?

Je vous remercie des observations que vous voudrez bien me

....

donner sur ces divers points et de toutes les autres que la lecture
du projet ci-joint vous suggérerait .

Le Chef Adjoint du Service Commercial,

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized loop followed by a series of smaller, connected strokes.

PROJET DE REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Article 1^{er} - Les demandes de licence doivent être adressées au Secrétariat d'Etat aux Communications (Direction du Tourisme). Il en est donné récépissé.

La demande doit être accompagnée des pièces certifiant que le postulant est de nationalité française ou ressortissant d'un pays accordant un régime de réciprocité aux nationaux français.

En outre, le postulant doit préciser par écrit la nature exacte de son activité précédente, donner des indications sur sa compétence et son organisation professionnelle et produire un certificat de domicile et un extrait de son casier judiciaire. Si la demande émane d'une Société, celle-ci devra justifier qu'elle possède, eu égard à son siège, la nationalité de ses dirigeants et l'origine de ses capitaux, la nationalité française ou qu'elle relève d'un pays accordant un régime de réciprocité aux Sociétés françaises. Elle devra fournir également toutes indications sur son organisation professionnelle et la compétence de ses dirigeants et produire les extraits de casier judiciaire de la ou des personnes autorisées à la représenter.

La demande de licence doit indiquer la nature exacte des opérations auxquelles l'Agence de voyages se propose de se livrer, le nombre normal de ses employés, l'emplacement et la valeur locative des locaux affectés à l'exploitation et la durée du bail en cours, qui ne peut être inférieure à trois ans.

La licence ne pourra être accordée à aucune entreprise ne justifiant pas que son ou ses dirigeants ont occupé effectivement au moins pendant cinq ans un poste de direction dans une Agence de voyages.

La licence ne sera accordée qu'à la personne ou à la société qui aura obtenu l'avis du Comité Consultatif des Agences de voyages prévu par la loi du

Article 2 - Il est statué sur les demandes dans un délai de trois mois, par le Secrétaire d'Etat aux Communications, après avis du Comité Consultatif des Agences de voyages prévu par la loi du

Article 3 - Le Comité Consultatif des Agences de voyages est présidé par le Chef du Service du Tourisme ou son délégué. Il comprend :

- 1 Représentant du Secrétariat d'Etat aux Finances,
- 1 Représentant du Secrétariat d'Etat à l'Intérieur
- 1 Représentant de la S.N.C.F.
- 1 Représentant des Compagnies de Navigation
- 1 Représentant de la Société ^{maritime} Air France
- 1 Représentant des Organisations ^{syndicales} hôtelières

le Président et 1 membre du Bureau du Groupement corporatif des Agences de voyages.

*sur la proposition
du Secrétaire d'Etat
au Tourisme*

Les membres du Comité sont nommés pour trois ans, par le Secrétaire d'Etat aux Communications. Le Président peut désigner pour chaque affaire, un rapporteur pris parmi les membres du Comité.

Le Secrétariat du Comité Consultatif des Agences de voyages est assuré par un fonctionnaire de la Direction du Tourisme, désigné par le Chef de ce Service.

Article 4 - Les registres des Agences de voyages sont tenus à la disposition de l'Administration qui pourra, le cas échéant, faire usage des renseignements qu'ils comportent devant le Comité Consultatif des Agences de voyages.

Il sera tenu, au Secrétariat d'Etat aux Communications, un registre matricule où seront inscrits tous les titulaires de la licence.

Article 5 - La licence est accordée à titre personnel. Elle peut être accordée à une Société, mais elle précise dans ce cas la ou les personnes autorisées à représenter la Société.

Article 6 - La licence n'est délivrée que sur justification du versement à la Caisse des Dépôts et Consignations du cautionnement prévu par la loi du

Ce cautionnement est constitué, soit en numéraires, soit en titres émis par l'Etat ou garantis par lui. Lorsque le cautionnement est constitué par des titres, l'évaluation de ces titres est faite au cours moyen coté à la Bourse de Paris à la date de la décision portant délivrance de la licence.

Le cautionnement sera égal à 25% de la valeur locative globale des locaux professionnels occupés, sans pouvoir être inférieur à 20.000 fr. ni supérieur à 100.000 frs.

Le montant du cautionnement est déterminé par la décision portant délivrance de la licence. En cas de modification de la consistance des éléments servant de base au calcul du cautionnement, celui-ci est augmenté ou diminué en proportion.

Il pourra être dérogé par arrêté signé par le Ministre des Affaires étrangères, par le Ministre des Travaux Publics et le Ministre du Commerce, après avis du Comité Consultatif, aux dispositions du présent article, en ce qui concerne le mode d'évaluation dans le cas où le postulant ressortirait à un pays qui, soit imposerait aux ressortissants français, exerçant ou désireux d'exercer la profession d'agent de voyages, le versement d'un cautionnement plus élevé ou des charges fiscales plus lourdes que dans le régime français, soit, d'une façon générale, restreindrait par des

mesures directes ou indirectes les possibilités d'établissement ou de développement des entreprises appartenant à des Français ou principalement dirigés par ceux-ci.

Le cautionnement est affecté à la garantie des engagements contractés par les entreprises; il ne peut être remboursé à celles-ci lorsqu'elles viennent à cesser leurs opérations que sur autorisation du Secrétaire d'Etat aux Communications intervenant au plus tôt un an après la fermeture de l'Agence. Avis du remboursement sera donné dans un organe officiel et dans les bulletins corporatifs des agences de voyages et de l'hôtellerie.

Aucun prélèvement ne peut être opéré sur le cautionnement, qu'en vertu d'une décision de justice devenue définitive transmise à la Caisse des Dépôts et Consignations par l'intermédiaire du Secrétaire d'Etat aux Communications. Lorsqu'un prélèvement aura été opéré, le Secrétaire d'Etat aux Communications mettra en demeure l'entreprise de reconstituer le cautionnement au chiffre primitif. Faute de déférer à cette injonction dans le délai d'un mois, la licence sera retirée.

Article 7 - La licence pourra être retirée dans la forme prévue pour sa délivrance, notamment en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, de condamnation à une peine infamante, d'agissements contraires à la probité commerciale, de cessation prolongée d'activité.

Article 8 - Les décisions portant délivrance, refus ou retrait de la licence, pourront faire l'objet de la part de tout intéressé d'un recours au Conseil d'Etat.

*Statuant au Contentieux.
Le pourvoi sera reçu sans frais et déposé de l'avis de l'avocat
qui en fera l'objet*

- Application au Colone (V. D. 28 mai 1937, art. 8)

*Cette disposition
ne s'applique pas
aux agents de la place
dans la loi ?
elle-même*

*V. art. 7
de la loi 19 mars 1937
à mettre en
la loi ?*